

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-
de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92 013 NANTERRE Cedex

Nanterre, le 25 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié  **GÉORISQUES**

SAS SIMONE TEINTURERIE de LUXE

159-163, RUE DE CHARENTON
75 012 PARIS

Références : 3065
Code AIOT : 0007404096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement SIMONE TEINTURERIE de LUXE implanté 159-163, RUE DE CHARENTON 75 012 PARIS. L'inspection a été annoncée le 25/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIMONE TEINTURERIE de LUXE
- 159-163, RUE DE CHARENTON 75012 PARIS 12
- Code AIOT : 0007404096
- Régime : Autorisation

La société SIMONE TEINTURERIE de LUXE est un établissement de nettoyage de vêtement, classé au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2345 (Nettoyage à sec) et au régime de la déclaration à la rubrique 2340 (Blanchisserie) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de la levée des non-conformités observées lors des précédentes visites

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article Point 4	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte
2	Mesures Sonores	Arrêté Préfectoral du 22/04/2021, article Point 3	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
3	Registre chronologique des déchets sortants	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article Point 7	Avec suites, Amende	Levée de mise en demeure n°DTPP-2021632
4	Entretien des machines	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article Point 9	Avec suites, Amende	Levée de mise en demeure n°DTPP-2021632
5	Registre entrée-sortie	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article Point 4	Avec suites, Amende	Levée de mise en demeure n°DTPP-2021632
6	Rejets Eaux	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article 10.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de la non-conformité
7	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	Stockage des produits dangereux	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article Point 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Modifications installations	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, article Point 1-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments présentés par l'exploitant durant la visite d'inspection permettent de lever les non-conformités des arrêtés préfectoraux n°DTPP-2021632, n°DTPP-2017-1196. Par ailleurs, l'arrêté préfectoral imposant une astreinte journalière n°DTPP-2021-631 peut également être levé.

L'exploitant doit prendre garde à bien déclarer ses émissions sur le portail GEREP entre février et mars 2023 pour lever l'arrêté de mise en demeure n°DTPP-2022-800 du 18 août 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral n°DTPP-2021-631 du 22/04/2021, article 1, 4 ^e point et Arrêté Préfectoral de mise en demeure n°DTPP-2017-1196 du 13 octobre 2017
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2021
Prescription contrôlée : Lever les observations listées dans les rapports successifs de contrôle des installations électriques.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis une attestation datée du 1 ^{er} mars 2022, réalisée par la société GBC. La société indique être intervenue le 24 février 2022 et avoir procédé à la mise aux normes des installations électriques. Ce point permet de lever la non-conformité relative au contrôle des installations électriques référencée à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DTPP-2017-1196 du 13 octobre 2017, à l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière n°DTPP-2021-631 du 22 avril 2021 et à l'arrêté préfectoral n°DTPP-2022-802 du 18 août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Abrogation d'astreinte et levé de la mise en demeure

N° 2 : Mesures Sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral DTPP-2021-631 du 22/04/2021, article 1, 3 ^e point, Arrêté Préfectoral de mise en demeure n°DTPP-2017-1196 du 13 octobre 2017
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2021
Prescription contrôlée : <p>Mettre en place les actions correctives afin de supprimer la nuisance sonore occasionnée par les extracteurs d'air vicié de la blanchisserie puis contrôler l'efficacité des travaux à l'aide de mesures sonométriques.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>
Constats : Lors de la visite de l'installation, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées un rapport de vérification des niveaux sonores réalisé par la société APAVE et daté du 24 octobre 2022. Le rapport conclut à la conformité de l'installation.
Cette vérification permet de lever la non-conformité relative à l'absence de mesures de bruit référencée à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DTPP-2017-1196 du 13 octobre 2017, à l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière n°DTPP-2021-631 du 22 avril 2021 et à l'arrêté préfectoral n°DTPP-2022-802 du 18 août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Abrogation d'astreinte et levé de la mise en demeure

N° 3 : Registre chronologique des déchets sortants

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°DTPP-2021-632 du 22/04/2021, annexe I, 7 ^e point.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Amende• date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2021
Prescription contrôlée : <p>Tenue à jour d'un registre chronologique des déchets sortants.</p> <p>(arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement)</p>
Constats : A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau récapitulatif des enlèvements des déchets pour l'année 2022. Il a déclaré utiliser à partir de maintenant l'outil numérique « Trackdéchets » développé par le ministère de la transition écologique. Il conviendra de poursuivre la tenue de ce registre afin qu'il soit à jour en permanence et notamment à chaque demande de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Les éléments présentés permettent de lever cette non-conformité de l'arrêté de mise en demeure n°DTPP-2021-632 du 22 avril 2021.

N° 4 : Entretien des machines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°DTPP-2021-632 du 22/04/2021, annexe I, 9 ^e point.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Amende• date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2021
Prescription contrôlée : <p>Les machines NAS doivent être visitées annuellement par un organisme compétent qui doit attester du bon état général du matériel et, notamment de son étanchéité et des dispositifs de sécurité.</p>
Constats : Lors de la visite l'exploitant a transmis les attestations de vérification annuelle des machines de nettoyage à sec suivantes avec les numéros de série 066 GO 0315 (3 et 5 août 2022), 066 GO 0316 (5 août 2022), 066 GO 0317 (3 août 2022) et 3289.C22.029409 (12 avril 2022). Par courriel du 27 octobre, l'exploitant a transmis les attestations de révision annuelle des machines de nettoyage à sec numéro 607-A2-124 (UNION) et 61212-0059 (REALSTAR) datées du 30 août 2022. Par courriel du 31 octobre, l'exploitant a transmis les attestations de révision annuelle des machines de nettoyage à sec ECOGREEN numéro E440.D.17.025605 et E440.D.17.025620 datées du 30 mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Les éléments présentés permettent de lever cette non-conformité de l'arrêté de mise en demeure n°DTPP-2021-632 du 22 avril 2021.

N° 5 : Registre entrée-sortie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°DTPP-2021-632 du 22/04/2021, annexe I, 4 ^e point.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Amende• date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2021
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit tenir à jour un registre, dans lequel figurent la nature et la quantité des substances dangereuses utilisées tels que les solvants. Un plan des stockages doit être annexé à ce registre qui doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p>
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableau, valant registre des livraisons de produits potentiellement dangereux. A la lecture du document, les inspecteurs ont indiqué que les mentions de dangers de chaque produit devaient également être indiquées. Par courriel du 3 novembre 2022, l'exploitant a transmis une version modifiée de ce registre comportant les éléments demandés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Les éléments présentés permettent de lever cette non-conformité de l'arrêté de mise en demeure n°DTPP-2021-632 du 22 avril 2021.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, annexe, point 10-4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2022
Prescription contrôlée : <p>La quantité d'eau rejetée est mesurée journallement ou, à défaut, évaluée à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du Code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30° C (35° C en cas de raccordement à une STEP) - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO 2 000 mg/l ; - DBO5 800 mg/l ; - Tétrachloroéthylène 25 µg/l (si rejet de + de 1g/j) - AOX 1 mg/l (si rejet de + de 30g/j)
<p>Constats : Par courrier du 22 août 2022, l'exploitant a transmis des photographies de son compteur d'eau prises les 25 février 2020, 11 février 2021 et 6 avril 2022. L'objectif indiqué par l'exploitant est de permettre d'estimer le débit journalier d'eau de l'installation et de répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DTPP-2022-800.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pris une photographie du compteur d'eau. Ainsi, le débit journalier de l'installation est estimé entre 10,06 et 11,25 m³/j.</p> <p>Ces éléments permettent de lever une des non-conformités identifiée à l'arrêté préfectoral n°DTPP-2022-800 du 18 août 2022.</p> <p>Par ailleurs, suite au contrôle inopiné sur les eaux de rejet de l'installation qui s'est déroulée les 8 et 9 septembre 2022, la société CERECO a transmis les résultats à l'inspection des installations classées en amont de la visite faisant l'objet du présent rapport.</p> <p>Il apparaît que le site est maintenant conforme sur les teneurs en tetrachloroéthylène rejetées (en valeur instantanée et en flux journalier).</p> <p>Pour rappel, à la lumière des estimations de débit journalier, l'installation n'était pas conforme à la réglementation lors du contrôle des rejets aqueux effectué entre le 12 et le 13 janvier 2022. Lors de ce contrôle, la teneur en tetrachloroéthylène mesurée était de 460µg/l (valeur seuil de 25µg/l) soit un flux journalier de 4,6 à 5,1 g/j (valeur seuil de 1g/j).</p> <p>Ainsi, l'installation doit faire l'objet d'une attention particulière, pour s'assurer d'un retour pérenne à la conformité sur ces rejets aqueux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Les éléments présentés permettent de lever cette non-conformité de l'arrêté de mise en demeure n°DTPP-2022-800 du 18 août 2022.

N° 7 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2023
Prescription contrôlée : Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets)
Constats : La déclaration GEREP de l'année 2021 n'a pas été finalisée par l'exploitant. Aussi, l'application indique un taux de remplissage de 35 %. Il apparaît que les informations essentielles ont été remplies. Par ailleurs, il n'est plus possible de compléter l'application depuis le mois de juillet 2022. Durant l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de remplir complètement sa déclaration pour les rejets de l'année 2022 entre le 1er février et le 31 mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Stockage des produits dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure n°DTPP-2021-632 du 22/04/2021, annexe I, 1 ^{er} point.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2022
Prescription contrôlée : Stocker les récipients renfermant des substances susceptibles de créer une pollution de l'eau et du sol sur rétention.
Constats : L'exploitant a placé la majorité de ses produits susceptibles de créer une pollution de l'eau et du sol sur rétention. Cependant, les bidons situés au sous-sol proches des machines Ecogreen de numéros de série E440.D.17.025605 et E440.D.17.025620 n'étaient pas placés sur rétention lors de la visite. Par courriel du 31 octobre 2022, l'exploitant a transmis un bon de livraison daté du 27 octobre 2022 comportant 2 bacs de rétention visant à régulariser la situation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Les éléments présentés permettent de lever cette non-conformité de l'arrêté de mise en demeure n°DTPP-2021-632 du 22 avril 2021.

N° 9 : Modifications installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, annexe, Point 1-1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Tout projet de transformation notable de l'état des lieux, toute modification apportée aux installations ou à leur mode d'exploitation doivent, avant réalisation, être portés à la connaissance du Préfet.</p>
Constats : L'exploitant a indiqué durant l'inspection qu'il ne souhaite plus être déclassé de la rubrique 2340 de la nomenclature ICPE. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a pu constater le changement de plusieurs machines de nettoyage à sec. Aussi, l'installation est aujourd'hui constituée comme suit : <u>Au rez-de-chaussée</u> 3 machines de nettoyage à sec (N° de série 066 GO 0315; 066 GO 0316; 066 GO 0317) fonctionnant soit à l'Intense, soit au Soltrol 130. <u>En sous-sol</u> 4 machines débranchées, déconnectées et dont les boues ont été vidées ayant fonctionné au perchloroéthylène ; 2 machines Fimbimatic de 2017 fonctionnant au KWL (N° de série E440.D.17.025620 et E440.D.17.025605) ; 1 machine Realstar de 2012 fonctionnant au KWL (N° de série 91212-0059) ; 1 machine Union de 2011 fonctionnant au Soltrol 130 (N° de série 607-AZ-1247) ; 1 machine Fimbimatic "FL Cuir" fonctionnant à l'Intense.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet